



# Notes *documentaires*

**École :  
demandez le programme !**

**PHILIPPE MEIRIEU**

ESF ÉDITEUR - 2006



---

**N° 237 / SEPTEMBRE 2006**

**NOTES DOCUMENTAIRES** est un produit du département Ressources d'informations. Il présente, chaque mois, un certain nombre de fiches de lecture sur des ouvrages à caractère politique, socio-économique et culturel apportant un éclairage sur les mouvements d'idées en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle.

**DÉPARTEMENT RESSOURCES D'INFORMATIONS** : Tél. : 01 42 75 78 80  
**LYDIE GORDEY** : Tél. : 06 33 53 18 39 - Mél. : [lydie.gordey@free.fr](mailto:lydie.gordey@free.fr)

# École : demandez le programme !

Philippe Meirieu \*

*S'appuyant sur un vaste ensemble de contributions recueillies sur internet\*\*, et qui viennent illustrer les différents chapitres, Philippe Meirieu propose ici de rebâtir une École à la mesure des ambitions de la République – fidèle à notre héritage, hardie dans ses modalités d'organisation. L'École est en panne.*

*Elle fut, jadis, la fierté de la République. Elle est, aujourd'hui, au rebut : absente – ou presque – du débat politique, attaquée de toutes parts, rejetée par ceux qui en auraient le plus besoin. Les médias raillent ses méthodes, les intellectuels l'accusent de démission. Certes, les performances du système ne progressent plus vraiment depuis une dizaine d'années, mais les jeunes Français n'ont jamais été si nombreux à l'École, ni si nombreux à obtenir des diplômes et à accéder à des qualifications élevées. Alors pourquoi cette dé-*

*ploration permanente sur le niveau qui baisse ? Précisément, parce qu'il monte ! Dès lors que près de 80 % des jeunes d'une tranche d'âge sont en seconde, il ne faut pas s'étonner que, malgré la sélection qui s'opère entre les différents lycées, les classes soient devenues plus hétérogènes et moins dociles. La démocratisation de notre École n'en demeure pas moins le seul projet réaliste si nous voulons construire une véritable démocratie. Nous ne souffrons pas d'un trop-plein d'éducation, mais d'un manque d'éducation. Et si nous avons déjà beaucoup fait, l'essentiel reste à faire : permettre à chaque jeune Français d'accéder à un haut niveau de culture générale qui lui donnera les moyens de*

*se comprendre et de comprendre le monde. Construire, ensuite, des formations professionnelles nécessairement spécialisées, mais d'égale dignité. Bref, poursuivre et achever le projet des Lumières : rendre chaque homme capable, par l'éducation, de penser par lui-même et de trouver une place dans la société. Que nous faut-il alors pour rompre avec la ségrégation scolaire, la violence des jeunes et le consumérisme des parents ? Oser penser autrement. Ne pas se laisser impressionner par les réalistes de tous poils. Imaginer autre chose, sans tabou. Réfléchir sans se laisser enfermer dans une construction historique provisoire que nous avons fini par prendre pour l'essence de l'École : un professeur... une classe de trente enfants... une matière enseignée... cinquante-cinq minutes de cours... une note sur vingt... un tiers de cancrès, un*

*tiers de moyens, un tiers de bons élèves... un travail cloisonné et solitaire... la recherche documentaire marginalisée, les arts pour ceux qui en ont déjà chez eux, une orientation par l'échec... une administration aveugle... les personnels les plus inexpérimentés et les moins payés devant les élèves les plus difficiles, les bonnes filières dans les bons établissements... des parents qui font de la figuration... des locaux vides plus de la moitié de l'année... des associations culturelles et sportives qui ne savent où s'installer. La France ne serait-elle pas capable d'imaginer autre chose ? Nous sommes quelques-uns, écrit Philippe Meirieu, à penser que si. Vous, peut-être ? ■*



2006 - 159 pages - 12,90 €

\* Philippe Meirieu a enseigné à tous les niveaux de l'institution scolaire et a été associé à de nombreuses réflexions et réformes du système éducatif français. Après avoir dirigé l'IUFM de Lyon, il se consacre aujourd'hui à la formation des maîtres. Auteur de nombreux ouvrages de pédagogie, il a également publié, en 2003, un livre d'entretiens avec Xavier Darcos : Deux voix pour une École (Notes documentaires n° 147).

\*\* En octobre 2005, l'auteur a lancé, avec le Café pédagogique, une consultation sur internet (<http://www.cafe-leblog.net>) intitulée : "Les citoyens construisent l'École du futur". En avril 2006, France Inter s'est associée à cette opération.

## Apocalypse now ?

En matière scolaire, l'apocalypse est à la mode. Pas question, ici, de nier les problèmes que rencontre l'École et de camper dans un optimisme béat. Mais regarder les problèmes impose de ne pas s'en tenir à l'exaspération médiatique d'anecdotes ou d'accidents. Nous devons travailler pour tenter de comprendre ce qui se joue dans notre École et quels sont les chantiers décisifs auxquels il faut nous attaquer.

**Premier chantier : la maîtrise de la langue.** C'est la langue qui fait l'homme. Mais sommes-nous prêts à faire de la maîtrise de la langue écrite une véritable grande cause nationale ?

**Deuxième chantier : identifier et enseigner à tous "ce que nul ne peut ignorer".** Que faut-il savoir, aujourd'hui, pour être un "honnête homme du XXI<sup>e</sup> siècle" ? Il y a là une multitude de questions qu'il faudrait enfin pouvoir traiter, au plus haut niveau, pour que la Nation dise clairement à tous quelle est, à ses yeux, la culture commune que chacun devra avoir acquise à la fin de la scolarité obligatoire.

**Troisième chantier : éviter l'orientation par l'échec dans les voies professionnelles.** Il faudra bien, un jour ou l'autre, sortir, dans ce domaine, des pieuses déclarations d'intention auxquelles nous avons eu droit jusqu'ici et mettre en place une orientation équitable vers des cursus d'égalité de dignité.

**Quatrième chantier : l'incivilité et la violence.** L'école *peut et doit* être une institution qui fait baisser la tension entre ses membres... pour rendre possible l'attention des élèves aux savoirs que l'on doit transmettre.

**Cinquième chantier : la perte de confiance dans l'École de la République.** Une exigence s'impose dès lors à nous : construire l'unité de l'École de la République pour qu'elle devienne génératrice d'espérance individuelle et collective.

## L'avenir du passé

Revenir aux sources, c'est assumer les leçons de l'histoire sans chercher vainement à revenir au passé. C'est retenir la leçon de Jules Ferry : "Il faut, pour fonder une École, tenir ensemble la volonté d'instruire et le projet d'éduquer." C'est reprendre les principes du Plan Langevin-Wallon : "L'École de la République doit unir les hommes par la culture et les libérer par des méthodes pédagogiques fondées sur l'expérimentation avant d'envisager toute orientation professionnelle." C'est, enfin, entendre l'exigence mise à jour par la loi d'orientation de 1989 : "L'appropriation des savoirs par les élèves n'est nullement garantie par un simple accueil indifférencié ; elle requiert, en revanche, un accompagnement personnalisé par des équipes pédagogiques mobilisées dans le cadre de projets d'écoles et d'établissements."

Ajoutons à cela les deux principes fondamentaux, apparemment contradictoires et, pourtant, indissociables des "grands pédagogues" : 1) *Tous les élèves peuvent apprendre* et nul n'a le droit de désespérer de quiconque en ce domaine ; 2) *On ne peut pas obliger un élève à apprendre* car lui seul, *in fine*, décide de se donner des défis et de progresser.

## Refonder la République

La France a ceci de particulier qu'elle a pensé, depuis un peu plus d'un siècle, son École au singulier. C'est même ce qui la spécifie dans le concert des nations : on dit "La France et son École" parce qu'on postule que l'École fait la France autant que la France fait son École. L'unité de l'une est profondément liée à l'unité de l'autre, au point que nous répétons volontiers, toutes obédiences politiques confondues, que "l'École française n'appartient pas à tel ou tel groupe social, mais appartient à la République". Le déficit d'unité républicaine de notre École est pourtant, aujourd'hui,

notre principal problème. C'est pourquoi nous devons travailler à mettre en place une "École fondamentale" pour tous. Une École ouverte, sans aucune exception, à tous les enfants de trois à seize ans qui résident sur notre territoire. Bref, il nous faut construire une *École fondamentale unifiée* – si tant est que cette expression ne soit pas un pléonasme – qui permette de relier les élèves entre eux, de relier les différentes étapes de la scolarité, de relier les pratiques pédagogiques et les apprentissages au sein d'un projet cohérent, afin d'incarner concrètement, aux yeux des élèves, des familles et des enseignants, l'ambition éducative de la République. Bien sûr, cette École devra être *laïque, gratuite et obligatoire*. Et, là encore, beaucoup de chemin reste à faire.

## Le socle ou la statue

Pour remplir pleinement sa mission, l'École fondamentale doit comporter un programme comprenant deux types d'objectifs : d'une part, *un ensemble d'œuvres* (artistiques, scientifiques, techniques) qui doivent être proposées aux élèves en fonction de leur âge et constituant, tout à la fois, le patrimoine culturel fondateur de l'humanité et l'occasion d'aborder les savoirs nécessaires et leur compréhension. D'autre part, *un ensemble de projets* couvrant les problèmes que chacun doit pouvoir affronter pour exercer sa citoyenneté : savoir communiquer par oral, par écrit, en utilisant des outils mathématiques, les technologies de la communication et au moins une autre langue vivante que sa langue maternelle... Être capable de maintenir son corps en bonne santé, de respecter l'environnement et de contribuer au développement durable... Comprendre le fonctionnement et le dysfonctionnement des objets techniques usuels... Accéder aux principes juridiques qui fondent un État de droit et aux règles de fonctionnement d'une démocratie...

## Pas de course pour l'orientation

L'objectif à terme : un *lycée unique* scolarisant tous les jeunes entre quinze et dix-huit ans et leur délivrant un seul et même diplôme en trois ans, le baccalauréat. Des établissements à taille humaine – jamais plus de quinze cents élèves – mais comportant tous des parcours diversifiés et structurés en trois grandes voies : *une voie académique, une voie professionnelle et une voie spécialisée*. Dans ce lycée unique, des passerelles devraient permettre de réorienter en passant d'une voie à l'autre si l'on découvre que l'on a fait un mauvais choix ou que l'on peut tenter une filière que l'on n'avait pas envisagée jusque-là. Pour que le système soit complètement cohérent et que l'orientation échappe définitivement à l'arbitraire, la classe de seconde devrait rester, dans chacune des trois voies, une *classe de détermination*. Mais il faut incarner l'unité du lycée par l'enseignement d'une culture commune aux trois voies de formation. Un tel projet est évidemment très ambitieux, ajoute l'auteur. Il ne pourra sans doute pas aboutir sans une évolution très forte des mentalités.

## Différencier sans exclure

Il faut passer du chemin unique, où les enfants n'ont d'égalité des chances que sur le papier, où les moins adaptés sont envoyés au fur et à mesure dans des structures de relégation... à une institution permettant à tous les élèves d'apprendre ensemble et à chacun de voir reconnaître ses besoins éducatifs particuliers. Il nous faut un système scolaire plus délibérément organisé autour du travail des élèves et de leur accompagnement : la présence, dans les écoles, d'enseignants sumuméraires – "plus de maîtres que de classes" – et d'un vrai travail d'équipe devraient faciliter considérablement les choses. Au collège, il faut utiliser la fonction de professeur principal et la revaloriser considérablement.

Il nous faut construire une institution rééquilibrée. Une institution qui favorise systématiquement l'entraide et la

solidarité dans les apprentissages. En un mot : *moins de cours, plus d'École*.

## Construire la maison d'École

On demande aux élèves d'être à jour dans leurs devoirs, mais on laisse traîner des affiches vieilles de deux ans ; on exige une attention soutenue dans des classes qu'on n'a même pas pris la peine de disposer correctement ; on impose le calme en diffusant des sonneries stridentes et en criant dans les couloirs ; on prétend lutter contre la violence en laissant le chaos s'installer dans la cour de récréation au lieu d'y favoriser des activités qui régulent les relations et canalisent l'énergie...

C'est que notre École n'a pas encore su créer de rites accordés avec ses finalités, écrit Philippe Meirieu. Elle ne cesse de regretter les anciens rites disparus – les rangs, la minute debout à côté du banc avant de s'asseoir, la distribution des prix – sans faire l'effort d'imaginer des rites nouveaux.

Mais ne faut-il donc pas, dans la "maison d'École, faire baisser la tension pour rendre possible l'attention ? Faire baisser la tension en créant des espaces et des dispositifs qui luttent contre l'agglutinement indifférencié, qui cassent les coagulations fusionnelles, qui affectent des places et des tâches à des personnes, qui ramènent chacun vers son intériorité, qui permettent ainsi la réflexion et l'émergence de la pensée critique. Tous les adultes de l'École, sans exception, ont vocation à être des architectes de l'humain. À eux de construire des espaces, d'imaginer des configurations où tous les élèves puissent se mettre en jeu... se mettre en je.

## Plus d'État, moins de bureaucratie

Quant à l'État, poursuit Philippe Meirieu, qu'il s'occupe de ce qui lui revient : l'élaboration des programmes nationaux, la mise en place d'un cahier des charges conforme aux objectifs de la Nation, l'attribution des moyens en fonction des besoins réels des écoles et des établissements... Pour le reste, qu'il fasse confiance aux

acteurs. Qu'il cesse de se gargariser avec "l'autonomie des établissements" tout en entretenant une armée mexicaine de cadres intermédiaires aux statuts incertains. Il est temps de faire confiance aux professeurs et aux personnels. Il est temps de donner un vrai contenu contractuel à la notion de projet d'école et d'établissement.

## Profession : professeur

Il revient également aux pouvoirs publics de clarifier ce que la Nation attend des professeurs, de rendre plus lisibles les parcours qui mènent à ce métier et les critères qui président à son recrutement. Pour développer la formation continue, et plus généralement, toutes sortes d'activités qui sont, aujourd'hui, devenues des composantes fondamentales du métier, l'Éducation nationale se heurte à un problème majeur : *l'organisation du service des enseignants*. Or, comment favoriser cette implication dès lors que les obligations de service sont comptabilisées en heures de cours et que tout le reste est laissé à l'initiative et à la bonne volonté des personnes, effectué dans les interstices, jamais vraiment considéré ni pris en compte ? Dans un premier temps, on pourrait imaginer des équivalences qui permettraient de valoriser des investissements spécifiques. Mais, à terme, c'est l'ensemble du service qu'il faudrait repenser sur la base de trente-cinq heures de travail (et non de cours, évidemment) par semaine.

Mais ne soyons pas naïfs, conclut l'auteur : une telle révolution copernicienne dans l'Éducation nationale sera coûteuse. Il faudra un vrai courage politique, des responsables soucieux d'aider les hommes et les femmes de terrain et travaillant au coude à coude avec eux, une recherche en éducation suffisamment développée pour éclairer les acteurs... Il faudra aussi, n'en doutons pas, une augmentation du salaire des professeurs et cadres éducatifs. Celui-ci n'est pas, aujourd'hui, à la hauteur des responsabilités qui leur sont confiées. ■